

Sommaire

Actualité de la Chambre p.1 à 2

News de la Chambre avril 2005

Agenda Culturelle p. 3

Annonces p.4

Appels d'offres p. 5

Echos de l'étranger p.6 à 9

L'envol de SN Airholding

Pétrole enflammé, taxes gelées

La croissance mondiale est fragile

Les brèves

Echos du Congo p.10 à 12

La Belgique a décidé de venir à la rescousse des deux plus importants ports de la Rdc.

La mise en place de la comptabilité à partie double est une urgence pour le ministre des Finances afin de revaloriser la fonction comptable en Rdc.

Une délégation d'hommes d'affaires sud-africains conduite par le ministre du Commerce de la Rsa a rencontré au mois d'avril dernier au Grand Hôtel Kinshasa les membres de la Fédération des entreprises du Congo (Fec).

Contact

C/o Alliance Belgo
Congolaise
Av. de Justice
2703 , Kinshasa
Gombe
R.D.Congo

Heure d'ouvertures
Du secrétariat

Lundi, mercredi et
vendredi
de 8 h 30 à 13 h 00
et 13h.30 à 16h30

Téléphone

0 81 88 48 319
89 49 292

E-mail :

ccbc@gb-solution.cd

Site web

www.ccbc-rdc.be



News de la Chambre du mois d'avril

Conseil d'Administration du 7-04-05

Un Conseil d'Administration s'est tenu le jeudi 7 avril. Les points à l'ordre du jour étaient notamment :

Les Activités :

Organisation du déjeuner conférences sur « la dette publique intérieure » en collaboration avec la FEC.

La Fec organise en collaboration avec la Chambre un déjeuner- conférence sur « la dette publique intérieure ». Les orateurs seront le Ministre des Finances et Président de la Commission Nationale de la dette publique intérieure, Monsieur Futa ainsi que, Le Ministre du Plan et Vice – Président de la Commission Nationale de la dette publique Intérieure Monsieur Tambwe. Monsieur Yuma sera le modérateur du déjeuner. Le déjeuner aura lieu le 6 mai, à 12h30, à l'Hôtel Memling.

Séminaire de la Coopération Technique Belge « Entreprendre en Afrique centrale » 27-28 juin 2005

La Coopération Technique Belge organise un séminaire sur le thème « Entreprendre en Afrique centrale », le 27 et 28 juin, à Bruxelles. L'objectif du séminaire est d'inciter le secteur privé à entreprendre en Afrique, dans un contexte local qui offre les conditions nécessaires à son développement. Le développement de secteur est en effet un facteur essentiel de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté. Il constitue à ce titre des priorités de la Coopération belge.

La Chambre de Commerce a été conviée par la Coopération à participer à ce séminaire. Quatre membres de la Chambre interviendront notamment :

Monsieur Stéphane Kabasu, Président de la CCBC (Mobimetal)
Monsieur Alexandre José Matunga, Administrateur CCBC (AJM & Associates)
Monsieur Mutiri wa Bashara, Administrateur secrétaire de la CCBC (FIGEPAR)
Monsieur Samuel Manzambi Kavako, Membre de la CCBC (M&M Partners)

Ils présenteront leur vision des difficultés actuelles de la région et des changements à apporter afin d'y améliorer le climat d'investissement.

Organisation de la mission économique en marge du Séminaire.

La Chambre organisera une mission économique en marge du séminaire organisé par la Coopération belge qui aura lieu du 27 au 30 juin.

La mission compte actuellement une quinzaine de personnes et sera limitée à une trentaine de membres.

Des contacts d'affaires et activités seront organisés du 27 au 30 juin en fonctions des participants de la mission. Le 28 juin un dîner sera organisé par la CBL-ACP et la CCBC aux Musée de Tervuren.

Dans le cadre de la mission, HBA donne la possibilité de voyager pour 750\$ (date: le 25 juin, group de 10 personnes min.) et SN Brussels Airlines nous donne la possibilité de voyager pour 988\$ (date: le 23 juin).

Rencontre avec le gestionnaire de projets de l'Union européenne sections infrastructures et Transports (6-04-05)

Une rencontre a eu lieu avec Monsieur Sere, Gestionnaire de projets Section Infrastructures et Transports à l'Union européenne et Madame Wilford, Déléguée CCBC ;

Le but de la rencontre était d'obtenir des informations concernant les budgets alloués par l'Union européenne dans les différents secteurs et de savoir quels seraient les appels d'offres à venir.

Concernant le secteur infrastructure un budget de 80.000 .000 Euro est alloué par L'union européenne. Dont, 70% est affecté à la réhabilitation des routes et 30% à la l'adduction d'eau potable.

Un document de synthèse sur les appels d'offres à venir est en cours de préparation. Nous espérons pouvoir le transmettre dans le prochain CCBC-info.

Activités culturelles

Programme d'activités du mois mai 05 du Centre Wallonie -Bruxelles

Du théâtre au royaume des enfants organisées par la Cie Théâtre des Intrigants.

Jeudi 5 mai à 10h00 au Centre Wallonie-Bruxelles
Samedi 7 mai à 10h00 au Centre Wallonie-Bruxelles

Au carrefour des contes et chansons, rencontre des conteurs et griots organisée par la Cie Tam-Tam.

Du 16 au 17 mai à 14h00 au Centre Wallonie-Bruxelles

On danse la Rumba « Tabu Ley »

Jeudi 19 mai à 19h00 au Centre Wallonie-Bruxelles
Vendredi 20 mai à 19h00 à la Galerie d'Ixelles

Festival du film européen, au programme, un film bruxellois : « Au-delà de Gibraltar »

Du 23 au 30 mai à 19h00 au Centre Wallonie-Bruxelles
et à l'Université de Kinshasa
Du 1^{er} au 14 juin à la Halle de la Gombe

Grand écran « GUIMBA, UN TYRAN, UNE EPOQUE »

Mardi 10 mai '05 à 14h00 et 18h00 au Centre Wallonie-Bruxelles
Mercredi 11 mai '05 à 13h00 en la Salle Mongita
Mercredi 11 mai '05 à 19h00 Ecurie Maloba
Vendredi 13 mai '05 à 13h00 au ZOO
Vendredi 13 mai '05 à la Galerie d'Ixelles
Samedi 14 mai '05 à 19h00 à Kinkole
Mardi 17 mai '05 au CIAJ
Samedi 21 mai '05 à 19h00 à Kinkole

Annonces

Documentation

« *Paroles du Congo Belge* » (Ed. Luc Pire, 200 pages, 21 EUR) vient de sortir de presse. Son auteur, la journaliste Danielle Helbig, donne la parole à 23 personnes, âgées de 80 à 90 ans pour la plupart, qui s'expriment sur des aspects particuliers de l'économie, de l'industrialisation, de l'organisation et de l'administration de la société au Congo durant la période 1940/1960.

Edition guide PETIT FUTE sur le Congo 2005

La société NEOCITY sprl en France a démarré depuis 2004 la rédaction d'un guide sur la RDC et en particulier les parties du pays habilitées à accueillir visiteurs et hommes d'affaires. Cet ouvrage sera publié en 25.000 exemplaires à partir de l'automne 2005 et diffusé principalement au Congo, en France et en Belgique. Mais aussi à travers les ambassades et consulats de la RDC dans le monde. Pour tout contact, veuillez téléphoner au responsable d'édition qui est présentement à Kinshasa, au numéro suivants : 081 810 13 46 – 081 69 10 249 ou au 00 32 497 54 44 15.

Propositions d'affaires

La présente rubrique est constituée d'annonces, dont l'insertion n'engage pas la responsabilité de la CCBC

- A vendre : Ligne complète pour la fabrication de YAOURT, fromage blanc, pudding, lait chocolaté.
Capacité entre 600 et 3800 kg/H. Unité encore en production jusqu'à +/- fin mai – courant juin 2005. Formation du personnel peut-être envisagée
Contact : All Used & Rebuilt Equipment, Tél: +32 67 79 09 15 Fax : +32 67 84 25 66 Email: am.dujardin@allure-be.com
- Une société congolaise basée à Lubumbashi, recherche un partenaire pour écouler 10.000 tonnes de manganèse métal par mois pendant 24 mois. Infos : CCBC

Appels d'offres

Microprojets financés par le programme « Initiative européenne pour la démocratisation et les droits de l'homme »

Financement : UE

Responsable dossier : Délégation de l'UE en RDC, Section Economie et Droits de l'Homme, Kinshasa

Date limite : 12-05-05

Distribution d'aide alimentaire et contribution à l'élimination des causes de l'insécurité alimentaire

Financement : UE

Responsable dossier : Délégation de l'UE en RDC, Section Economie et Droits de l'Homme, Kinshasa

Date limite : 15-06-05

Programme de microprojets de la ligne budgétaire » Coopération décentralisée en RDC »

Financement : UE

Responsable dossier : Commission UE, Bruxelles

Date limite : 31-05-05

Protection des biens et personnes de la Délégation de la Commission Européenne en RDC

Financement : UE

Date limite : 28-05-05

Réhabilitation de trois unités flottantes (deux vedettes de balisage et une hydrographique)

Financement : AID

Responsable dossier : BCMI, Kinshasa, Mr Jean Maillot, E-mail : bcmi@bcmi-rdc.org

Date limite : 26-05-05

Réhabilitation du mur du quai de servitude situé à Boma

Financement : AID

Responsable dossier : BCMI, Kinshasa, Mr Jean Maillot, E-mail : bcmi@bcmi-rdc.org

Date limite : 18-05-05

Travaux de réfection dans le port de Matadi.

Financement : Coopération Belge

Responsable dossier : Mr. Autorité Portuaire d'Anvers Gert Eyckmans, coordinateur des appels d'offres publics tel : +32 3 205 20 11

Date limite : 15-05-05

Echo du Congo

L'envol de SN Airholding

Jusqu'ici, Virgin Express était détenue par le groupe Virgin Express Holding, tandis que SN Brussels Airlines était la propriété d'entreprises privées et d'institutions publiques belges regroupées au sein d'une société baptisée SN Airholding.

Aux termes d'un accord annoncé le 6 octobre, SN Airholding va acquérir, pour 54 millions d'euros, la totalité des actions de Virgin Express. Elle détiendra donc dorénavant 100% de Virgin Express et 92% de SN Brussels Airlines.

En échange, le milliardaire britannique Richard Branson, via Virgin Express Holding, recevra 30% des actions de SN Airholding, 70% demeurant aux mains d'entreprises belges.

Lors de l'annonce de leur fusion l'an dernier, les deux compagnies avaient indiqué que l'opération était encore soumise au feu vert des autorités de la concurrence et à la recapitalisation de Virgin Express. *Ces deux conditions ont été remplies*, a indiqué Geert Sciot, porte-parole de SN Brussels.

source AFP

Pétrole enflammé, taxes gelées

Le conseil des ministres devrait adopter un arrêté royal portant sur un mécanisme de réduction des accises en cas d'embrasement pétrolier, présenté par le ministre des Finances, Didier Reynders (MR). *Un accord politique s'est dégagé sur la question à un conseil des ministres restreint*, nous a précisé le porte-parole de Didier Reynders, David Maréchal.

Le mécanisme qui se veut budgétairement neutre, prévoit que, lorsque le diesel ou la super dépassent respectivement 1,1 euro et 1,5 euro (prix maximaux calculés conformément au contrat de programme), le supplément de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) que cette hausse implique peut être compensé par une réduction, au maximum équivalente, des accises - des taxes qui représentent environ 45 % du prix de la super et 35 % du diesel.

Selon la Fédération pétrolière, ce mécanisme ne permettra, néanmoins, que des économies substantielles pour le consommateur. *Ce n'est pas un remède universel*, convient d'ailleurs le porte-parole de Didier Reynders. *C'est simplement une mesure d'allègement fiscal qui ne gommara absolument pas les hausses au-delà de 1,5 euro.*

La Fédération pétrolière aurait préféré une révision du système du cliquet qui prévoit une hausse progressive des accises entre 2003 et 2007 : *Cette mesure permettra à l'Etat, in fine, de faire passer les recettes des accises de 3,8 milliards par an à 4,8 milliards en quelques années*, précise Gaëtan van de Werve, secrétaire général de la Fédération pétrolière.

source le soir 15-04-05

La croissance mondiale est fragile

Réunis à Washington, les grands argentiers des sept pays les plus riches du monde ont indiqué qu'il faudra agir vigoureusement si l'on veut préserver la croissance mondiale. Celle-ci est robuste et devrait le rester en 2005, selon le G7 (USA, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada). Mais les ministres des Finances mettent en garde : l'envolée du prix du baril de pétrole et les déséquilibres mondiaux peuvent menacer cette situation. Par déséquilibre, il est notamment fait référence au double déficit américain (commercial et budgétaire) qui a atteint des profondeurs abyssales ainsi qu'aux trop grandes différences de croissance entre les grandes régions économiques.

Le FMI (Fonds monétaire international) qui se réunissait également a pris un ton plus alarmant. Son directeur, Rodrigo Rato a évoqué une possible correction brutale des marchés si les pays concernés n'agissaient pas pour résorber les déséquilibres qui fragilisent l'économie. Une mise en garde qui intervient après un accès de pessimisme des grandes bourses mondiales qui ont fortement baissé les derniers jours.

Si les sept sont d'accord pour reconnaître que la flambée des prix du brut a un effet négatif sur la croissance mondiale, ils divergent sur les moyens de s'en protéger. Les Américains privilégient une augmentation de l'offre tandis que les Européens plaident pour davantage d'économies d'énergie.

Le double déficit américain était aussi à l'agenda. L'Amérique s'endette de plus en plus vis-à-vis du monde, principalement vis-à-vis des banques centrales asiatiques. Une aggravation de la situation pourrait entraîner une crise de confiance dans l'économie américaine et conduire à une vente massive de billets verts, source de déstabilisation de tout le système financier mondial. John Snow, le secrétaire américain au Trésor a tenté de rassurer ses homologues expliquant que son pays avait promis de réduire de moitié ce déficit d'ici 2009. Il a aussi renvoyé les Européens à leurs propres problèmes, arguant du fait que si le déficit se creusait aux Etats-Unis, c'est parce que la croissance en Europe (et au Japon) était trop faible. Sans être citée nommément, la Chine a aussi été montrée du doigt. Une fois de plus, elle a été invitée à faire fluctuer davantage sa monnaie. Lié au dollar, le yuan est sous-évalué ce qui procure un avantage compétitif aux produits chinois.

En matière d'aide aux pays en voie de développement, le bilan de ce G7 a été très décevant. Les sept sont restés divisés sur les moyens à mettre en oeuvre pour lever davantage de fonds en faveur des pays les plus pauvres (taxe sur les billets d'avions, emprunts garantis par les pays riches...). Les désaccords persistent aussi sur la manière de réduire leur dette. Les Etats-Unis, premier actionnaire du FMI, se sont à nouveau opposés à l'idée de vendre une partie des réserves d'or du FMI pour rembourser les sommes dues par ces pays. (Avec

Source AFP

Les brèves

Economie

L'UE stabilise les salaires

La tendance à la modération salariale s'est confirmée dans l'Union européenne en 2004, selon des données publiées par la fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Les salaires ont crû de 1,0% en moyenne dans les 25 pays de l'UE l'an dernier, alors qu'ils avaient augmenté de 1,8% en 2003. En Belgique, les salaires ont par contre augmenté de 1,2% en 2004, après une quasi stagnation à 0,4% l'année précédente. Ces chiffres ne concernent que les ouvriers, alors que d'autres statistiques attestent d'augmentations plus nettes chez les employés belges.

Dix de plus pour Airbus

Airbus a enregistré dix nouvelles commandes en Chine, à l'occasion de la visite du Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, pour un montant de 500 à 600 millions de dollars, a indiqué le vice-président d'Airbus, Philippe Delmas.

Yahoo double ses gains

Le portail internet américain Yahoo! a annoncé un bénéfice net doublé au 1er trimestre, à 205 millions de dollars, en partie grâce au gain tiré d'une cession mais aussi de la forte hausse des ventes de publicités et de services. Au 1er trimestre de 2004, Yahoo! avait engrangé 101 millions de dollars. *Yahoo! est entré en 2005 en fanfare, en apportant une forte croissance et un chiffre d'affaires record pour le huitième trimestre consécutif, ce qui confirme un peu plus que la stratégie de Yahoo! est la bonne*, a déclaré Terry Semel, le PDG du portail internet

L'Opep rouvre les vannes

Le président de l'Opep, le Koweïtien cheikh Ahmed Fahd Al-Sabah, a annoncé que le cartel allait augmenter le mois prochain sa production de 500.000 barils/jour (bj) en raison de la croissance de la demande. L'Opep avait décidé le 16 mars d'augmenter immédiatement son plafond de production de 500.000 bj pour le porter à 27,5 millions de barils par jour. Le cartel avait également promis une hausse supplémentaire de 500.000 bj si les prix restaient élevés jusqu'à sa prochaine réunion prévue en juin.

Adobe avale Macromedia

L'éditeur américain de logiciels Adobe a annoncé l'acquisition de son concurrent Macromedia dans une transaction par échange d'actions valorisée à 3,4 milliards de dollars. Selon les termes de l'accord accepté par les deux conseils d'administration, les actionnaires de Macromedia recevront pour chacune de leurs actions 0,69 action Adobe. Sur cette base, la valeur de l'action Macromedia est de 41,86 dollars et les actionnaires de Macromedia détiendront environ 18% du nouvel ensemble.

Enquête sur les comptes de MG Rover

Le gouvernement britannique a ordonné l'ouverture d'une enquête sur la faillite du constructeur automobile MG Rover, qui a conduit au licenciement immédiat de 5.000 personnes. La ministre de l'Industrie et du Commerce Patricia Hewit, a précisé sur la BBC que cette enquête porterait sur les comptes de l'entreprise et du consortium Phoenix Venture, qui l'avait rachetée en 2000 pour 10 livres sterling symboliques à l'Allemand BMW.

Freiner le prix de l'essence

Le Conseil des ministres a confirmé les décisions intervenues mercredi en Comité ministériel restreint. Il s'agit de la mise en oeuvre de l'accord interprofessionnel ainsi que d'une série de mesures sociales dont la liaison de toutes les allocations sociales au bien-être. Il a également approuvé définitivement l'arrêté royal qui vise à freiner l'augmentation du prix de l'essence et du diesel.

Monde

Et viva España!

La chambre basse du Parlement espagnol a approuvé le projet de loi du gouvernement socialiste autorisant le mariage homosexuel, première étape d'un processus qui pourrait faire de l'Espagne le troisième pays de l'Union européenne à légaliser le mariage entre personnes de même sexe. Le texte a recueilli 183 voix pour, 136 contre et six abstentions parmi les 350 membres du Congrès des députés

Le non écrase le oui

Record battu pour le «non» au référendum sur la Constitution européenne qui, pour la première fois, passe la barre des 60%, avec 62,3% des voix, selon un sondage Market-Tools publié par «Métro». En décembre, lors du premier sondage réalisé par Internet pour le quotidien gratuit, le «non» affichait 48% d'avis favorables alors qu'en mars suivant le «non» s'établissait à 57,8% d'avis favorables. Il ressort également de la dernière enquête que les Français ont toujours le sentiment profond de ne pas être informés.

La Belgique a décidé de venir à la rescousse des deux plus importants ports de la Rdc : ceux de Kinshasa et de Matadi en envisageant leur réhabilitation avec un montant d'1 millions d'Euros

La Coopération belge en République démocratique du Congo a libéré une enveloppe d'un million d'Euros pour la réhabilitation de deux principaux ports congolais. Il s'agit du port de Kinshasa et de celui de Matadi. Pour celui de la capitale, il sera question de draguer les quais de dégager tous les bagages de manière à permettre au service de la manutention d'opérer sans trop de problèmes. Par contre, pour le port de Matadi situé dans le Bas-Congo à 350 km de Kinshasa, il sera question pour un premier temps de nettoyer les quais et les entrepôts.

La signature des accords de Coopération a eu lieu le mardi 12 avril 2005 à Bruxelles, en présence des officiels belges et congolais. La Banque mondiale prendra le relais plus tard en vue d'étendre davantage cet aspect de Coopération.

A travers ce mariage entre le port belge d'Anvers et ceux de Kinshasa et Matadi, l'économie congolaise est relancée. Car les deux installations portuaires constituent de grands centres de transactions et d'activités économiques liées à l'exportation et à l'importation.

La CCBC dispose des documents pour participer à l'appel d'offre pour la réaffectation du port de Matadi.

La mise en place de la comptabilité à partie double est une urgence pour le ministre des Finances afin de revaloriser la fonction comptable en Rdc

Le ministère des Finances a organisé à l'Ecole nationale des finances une session de formation sur la Comptabilité à partie double à l'intention de 60 agents et cadres de la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement, de la Banque centrale du Congo et des régies financières. « Cette formation consiste à la mise à niveau des comptables publics appelés à jouer un rôle actif aussi bien dans la viabilité de la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement, structure avant-gardiste dans la maîtrise des rouages et mécanismes qui sous-tendent la mobilisation maximale des recettes et l'exécution sans à-coup de la dépense publique », a déclaré Joseph Mavuela ma Kitayi, directeur en chef de la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement.

Il espère ainsi qu'à l'issue de 30 jours de formation, sa direction peut « efficacement être à la hauteur des attentes du gouvernement quant aux missions lui assiégés ». De même, cette session de formation se situe au coeur de l'activité de l'Etat. Grâce à elle, le ministère des Finances, par le biais de la Direction du Trésor et des autres structures impliquées, devrait s'acquitter avec davantage de rationalité de sa mission portant sur le suivi et le traitement des données chiffrées, découlant de l'exécution du budget de l'Etat ainsi que de la gestion des finances publiques, a dit M. Lukeni, secrétaire général et représentant du ministre des Finances, à l'ouverture de ce séminaire.

A l'en croire, la mise en place de la Comptabilité à partie double est une urgence pour le ministre des finances afin de revaloriser la fonction comptable en RD Congo. Parmi les modules qui seront dispensés aux participants, on note la Comptabilité à partie double

l'implantation du cadre comptable restreint, le logiciel comptable, l'archivage de documents, la fin de la session sera sanctionnée par un test d'évaluation à l'issue duquel les séminaristes les plus appliqués seront retenus comme formateurs des comptables publics dans le reste du pays.

C'est depuis 1952 que la RD Congo pratique la comptabilité à partie simple. La réforme déclenchée s'étendra jusqu'à la mise en place, à l'horizon 2008, d'une comptabilité de l'Etat. Ceci avec les concours des partenaires du ministère des Finances que sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, mais aussi du Conseil permanent de la comptabilité au Congo.

Source Le Potentiel

Une délégation d'hommes d'affaires sud-africains conduite par le ministre du Commerce de la Rsa a rencontré au mois d'avril dernier au Grand Hôtel Kinshasa les membres de la Fédération des entreprises du Congo (Fec).

La deuxième phase du forum d'affaires RSA-RD Congo s'est tenue vendredi 22 Avril 2005 dernier au Grand Hôtel Kinshasa après la première phase lancée du 03 au 04 septembre 2004 en Afrique du Sud. Initié par la Chambre de commerce Sud-africaine (CHAMSA) et la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), ce forum, s'établit comme étant une structure de facilitation et de contact entre les milieux d'affaires des deux pays. Ainsi, il vise le développement des relations commerciales et la coopération économique entre les entreprises Sud-africaines et Congolaises, et ce, dans des secteurs les plus variés.

Plus de 90 entreprises Sud-africaines (représentant des secteurs diversifiés, tels que le commerce, les mines, le pétrole, les banques, les télécommunications, l'engineering et même le médical) ont été présentes lors de différents exposés de leurs homologues Congolais dans la promotion des potentialité leurs entreprises.

Cette nouvelle stratégie répond au besoin d'intégration économique conformément aux orientations définies par les communautés régionales telles que la SADC et dans une large mesure par le projet NEPAD.

Des engagements bilatéraux en cours pour la promotion des affaires

Plusieurs engagements contractuels ont été pris par nos deux pays pour promouvoir le système d'échanges commerciaux équitables et prévisibles. Premièrement, il y a des possibilités d'un accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements qui contient la plupart des principes du droit international de la protection de l'investissement étranger, principes auxquels la RD Congo a exprimé son attachement ; le protocole d'accord sur la coopération économique qui établi les bases de la coopération économique entre la RSA et la RDC. Le protocole d'accord entre l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) et le Trade Investment South Africa (TISA).

Le communiqué le plus important a été annoncé par le ministre du Plan, M. Tambwe Mwamba. Il porte sur l'accord de la prévention de la double imposition et de l'évasion fiscale qui va être signé sous peu entre les deux pays. Ce projet de convention retient la méthode d'imputation pour la RSA et celle d'exemption pour la RD Congo.

Source Uhuru

